

RESTITUTION ATELIERS

CONFÉRENCE RÉGIONALE

de l'ESS

ATELIER 1

EMPLOI & ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS AUJOURD'HUI : LE PARADOXE DE L'ESS

Experts



ATELIER 2

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES ACTEURS DE L'ESS : PASSONS À L'ACTION !

Experts



ATELIER 3

HABITAT ET LOGEMENT : L'ESS À TOUS LES ÉTAGES

Experts



ATELIER 4

ESS & COOPÉRATIONS TERRITORIALES : LE CERCLE VERTUEUX

Experts



ATELIER 5

NOUVELLES ATTENTES DES CONSOMMATEURS : L'ESS AU RENDEZ-VOUS !

Experts



ATELIER 6

QUEL DÉCLIC POUR TRANSFORMER MON ORGANISATION ?

Expert



Qu'est-ce qu'on continue à faire, voire qu'on accélère?

- Développer des dispositifs de partage de la valeur (prime, intéressement, épargne salariale)
- Développer des formations adaptées, sur mesure
- Renforcer la coordination entre les employeurs et les acteurs de l'emploi et de la formation
- Faire participer des salariés à la gouvernance
- Encourager les passerelles entre salariés et bénévoles
- Monter en compétences sur les plans de formation
- Mettre en avant les côtés positifs des conditions de travail dans l'ESS / Communiquer sur les valeurs et spécificités de l'ESS
- Etre présent sur les événements organisés par les collectivités territoriales
- Continuer à donner du sens aux actions et partager les valeurs
- Faire évoluer le management (plus de transversalité)

Qu'est-ce qu'on arrête de faire ?

- L'absence de lien entre employeurs, organismes de formation et acteurs publics de l'emploi
- La gouvernance sans les salarié.e.s
- La lourdeur administrative des structures
- La plainte sans action
- Le cloisonnement de l'ESS
- L'absence de transversalité dans le management

Qu'est-ce qu'on invente ?

- Créer des dispositifs de partage de la valeur : cohérence, intéressement, épargne salariale
- Innover sur la prise en charge des services à destination des salarié.e.s [ex : service de conciergerie - partenariat avec l'économie locale]
- Développer les mises à disposition entre structures de l'ESS pour favoriser le développement des compétence et les parcours
- Rendre plus visible les dispositifs de transition professionnelle (GPECT de l'ESS/ observatoire des besoins de formation)
- Faire évoluer le vocabulaire, fiche de poste mais aussi fiche de sens (restituer le sens des métiers et des postes des salarié.e.s)
- Travailler la fluidité des parcours (Inclure le bilan de compétences dans le parcours professionnel, Inclure l'engagement militant associatif dans le parcours professionnel)
- Créer des outils d'auto-formation pour bénévoles et dirigeants
- Mettre en place davantage d'espaces de discussion et informer les Universités / Grandes Ecoles/Formations initiales sur l'ESS, ses métiers (fiches métier/ESS)
- Réfléchir à la manière de pouvoir « rendre désirable » les métiers de l'ESS en prenant en compte les nouveaux membres de communication (séries, réseaux sociaux, personnalités)
- Développer un cadre de vie en même temps qu'un emploi dans le cadre du recrutement (faciliter la conciliation vie professionnelle/ vie personnelle pour le salariés)
- Partager les RH, turn-over positif entre structures fonctionnement en écosystème, mobilités extérieures
- Créer des parcours d'intégration au sein des entreprises de l'ESS / et de l'écosystème ESS

Nos prochaines étapes

- **Assumer la performance économique, en conciliant utilité sociale et environnementale**
- **Regarder la politique salariale plus globalement : équité, cohérence, avantages sociaux, prise en charge de services pour faciliter la vie des salariés**
- **Développer des mises à disposition au sein et entre les structures de l'ESS**
- **Prendre en compte l'évolution du rapport au travail**
- **Faire évoluer les structures**
- **Faire évoluer la gouvernance (développer outils pour évaluer la mixité dans la gouvernance)**
- **Se faire mieux identifier sur les publications et dans les réseaux Région Occitanie**
- **Meilleure identification sur les salons TAF**
- **Travailler de nouvelles formes de management**
- **Valoriser la mobilité externe au sein des structures de l'ESS**

Qu'est-ce qu'on continue à faire, voire qu'on accélère?

- Transformer nos entreprises et nos activités en systématisant les politiques d'achats responsables et la création de communautés énergétiques locales par exemple !
- Visibiliser davantage les nombreux dispositifs d'accompagnement existants : déploiement du bilan carbone, le diagnostic BPI également accessible aux associations, TEDDA ou encore le DLA Transition
- Augmenter le déploiement de dispositifs de mobilité durable comme le forfait mobilité durable, l'indemnité km vélo, la massification du covoiturage / Plan déplacement entreprises (même quand on n'y est pas soumis) et la favorisation du télétravail. Il serait nécessaire de clarifier les dispositifs d'aides et d'appuis aux entreprises et associations pour y voir plus clair et capitaliser sur l'existant.
- Développer le réemploi pour le mobilier et le numérique, travailler avec du reconditionné, systématiser la 2nde main.
- Continuer à travailler sur la bonne adéquation des locaux au besoin (taille, confort, performance) pousser et généraliser l'emploi de matériaux bio-sourcés.
- Systématiser le tri, la réutilisation et la revalorisation.
- Côté service public, aux niveaux national et local, continuer à sécuriser la mobilité douce et le développement des transports en commun notamment pour la remise en service des lignes de train.

La transition écologique et énergétique a un coût non négligeable pour nos structures qui ont ainsi besoin d'accompagnement financier et technique.

Qu'est-ce qu'on invente ?

- Des lieux et des espaces d'échanges pour partager les réussites et les problématiques.
- Des tiers-lieux école / espaces d'inspiration et recenser les structures prestataires ou accompagnatrices selon un certain maillage territorial ou par filière.
- Un lieu ressource pour le partage de documents types (exemple accord télétravail) et également d'un lieu d'orientation sur les dispositifs d'aide existants (mal identifiés à l'heure actuelle).
- Des zones d'activité ESS favorisant la mutualisation et la fertilisation croisée.
- Des dispositifs, des aides aux particuliers à répliquer sur le vélo électrique vers nos structures et également soutenir davantage l'écoconstruction et la rénovation pour les structures de l'Economie Sociale et Solidaire.

Qu'est-ce qu'on arrête de faire ?

- De subir de plein fouet les variations du prix de l'énergie et avoir peu de ressources pour prendre le sujet à bras le corps.
- De négliger la variable énergétique dans nos activités, quelles qu'elles soient. Celle-ci va prendre une part de plus en plus importante dans les modèles économiques et s'attaquer à cette question sera primordial pour la survie et la résilience de nos structures.
- Certaines dépenses, certains déplacements et certaines activités peu résilientes et trop émettrices en acceptant de renoncer à celles-ci.

Nos prochaines étapes

- **Publication d'un guide de transformation écologique des entreprises**
 - ▲ Pour présenter les bonnes pratiques vis-à-vis de nombreuses thématiques ainsi que des retours d'expériences d'entreprises ayant fait appel à des prestataires de l'ESS portant sur le changement de pratiques.
 - ▲ Indiquer également les différents dispositifs d'aides mobilisables par les entreprises.
- **Lancement d'un AMI "projet de transformation écologique"**
 - ▲ Déclencher le passage à l'acte en allant chercher des financements publics sur des actions spécifiques.
 - ▲ Permettre d'accompagner en direct des entreprises à se transformer et favoriser le transfert d'expérience.

Qu'est-ce qu'on continue à faire, voire qu'on accélère?

- Favoriser une vraie mixité sociale et intergénérationnelle
- Mise en valeur des communs et mutualisation de bonnes pratiques
- Mise en avant de l'ambition écologique des nouvelles formes d'habiter
- Faire émerger des foncières citoyennes et solidaires
- Faire connaître pour démocratiser les projets alternatifs d'habitat
- Soutenir les agences immobilières à vocation sociale
- S'appuyer sur les dispositifs existants (ex des PTCE) et les expertises des acteurs concernés
- Former les professionnels du logement et du bâtiment sur l'économie circulaire
- Développer des formes d'habitat temporaire

Qu'est-ce qu'on arrête de faire ?

- De travailler en silo, sans transversalité

Qu'est-ce qu'on invente ?

- La notion de mixité partenariale pour un échange avec toutes les parties prenantes, pas uniquement les aménageurs bailleurs et collectivités mais également les associations de citoyens etc
- La notion de mixité programmatique non spéculative permettant des fonctions de commerce, association, maison de santé, conciergerie en pied d'immeuble, également à l'échelle de la parcelle
- Un service public juridique assurantiel adapté aux nouvelles formes d'habitat
- De la transversalité à tous les étages : de l'intégration des enjeux des nouvelles formes d'habiter dans les documents cadres des politiques publiques (ex du SRADET), dans les dialogues entre institutions et opérateurs (EPF, entre collectivités, avec les bailleurs, dans la modélisations des fonds d'aides)
- L'émergence de nouveaux Maitre d'œuvre d'habitats inclusifs et participatifs dans les territoires où les bailleurs promoteurs sont absents

Nos prochaines étapes

- **Créer des fonds de liquidité dans les budgets disponibles immédiatement**
- **Créer un outil de financement des projets en habitats inclusifs et participatifs**

Qu'est-ce qu'on continue à faire, voire qu'on accélère?

- Prendre le temps de partager les enjeux lors de montages de coopérations : adapter les méthodes d'animation et de prise de décisions
- Se faire confiance, notamment entre élu.e.s
- Animer des espaces d'échanges entre collectivités/acteurs ESS dans l'ensemble des politiques publiques sur les différents secteurs (CESEL, CLVA...)
- Associer toutes les directions des collectivités dans la mise en oeuvre de politiques publiques ESS : mutualisation de compétences, de budget...
- Recenser les démarches innovantes et les freins à lever car la coopération amène de nouveaux modèles dont on peut s'inspirer pour de bonnes pratiques, et les écueils à éviter / point qui peut être valorisé grâce à l'association du monde de la recherche à la coopération
- Intégrer les associations et coopératives d'usagers dans la gouvernance des structures publiques et parapubliques
- Favoriser les tiers-lieux comme espaces privilégiés de la coopération

Qu'est-ce qu'on arrête de faire ?

- L'appréhension, la crainte de ne pas être d'accord sur tout, tout de suite
- L'organisation pyramidale de la gouvernance et notamment les codes de prise de décisions unilatérales et descendantes
- Re questionner le bénévolat, ressources importantes des projets de coopération : en faire à nouveau la promotion et réfléchir les conditions, en faire un levier d'implication des jeunes générations
- Les décisions prises dans les politiques publiques sans associer les usagers et bénéficiaires = "faire avec" et non pas "faire pour"
- La dépendance des projets complexes et transversaux que sont les projets de coopération aux subventions et financements classiques
- Minimiser les clauses des marchés publics favorables aux acteurs ESS

Qu'est-ce qu'on invente ?

- Vulgariser l'ESS au-delà des événements entre partenaires pour éviter l'entre soi et faire connaître ses types de projets à un public peu avisé = nouvelle forme de visites apprenantes qui ne soit pas dédiées à un type d'acteurs mais qui rassemble toutes les parties prenantes intéressées (collectivités, technicien.nes, porteurs de projet...)
- Créer un Occitanie Tour de l'ESS en 2024
- Coopérer avec l'économie "classique" pour infuser les méthodes de l'ESS
- Donner des opportunités aux acteurs de l'ESS, trouver de nouveaux modèles grâce aux acteurs publics comme enjeu du foncier
- Impliquer les citoyen.nes dans les processus de décision avec des modes de représentation qui peuvent varier (ex : tirage au sort pour désigner et impliquer plus largement, notamment les jeunes)
- Créer des binômes élus/acteurs de l'ESS à l'échelle des intercommunalités

Nos prochaines étapes

- **Développer des activités de réseau inter-territoires**
- **Développer le mécénat de compétences à disposition des projets de coopération**
- **Créer des méthodes fiables d'évaluation du fonctionnement de la gouvernance**
- **Créer un espace partagé pour consulter des fiches projets/retours d'expériences transparentes sur les montages institutionnels et financiers**

Qu'est-ce qu'on continue à faire, voire qu'on accélère?

- Communiquer sur nos valeurs
- Aider en termes de visibilité les fournisseurs/producteurs sur du moyen terme (contrat sur 3 ans, engagement, partenariat)
- Mutualiser les achats (centrale d'achats, politique d'achat)
- Communiquer sur le local et le savoir-faire
- Développer les outils de pilotage basés sur des hypothèses ambitieuses et réalistes
- Adhérer aux branches professionnelles pour accéder aux informations
- Insérer des clauses sociales et territoriales dans les marchés publics
- Convaincre les décideurs publics que l'investissement dans l'ESS est rentable économiquement, socialement et environnementalement.
- Accélérer les formats SCIC

Qu'est-ce qu'on arrête de faire ?

- D'avoir peur de ses valeurs
- De confondre publicité et communication
- Le développement des franchises sur des territoires proches
- La multiplication des intermédiaires sur des territoires proches
- L'établissement de modèle conception de prix « statique » sur charges externes qui menacent le sens
- De jouer à se faire peur
- De rester isolé
- D'avoir la pensée magique
- De ne pas prendre en compte le bilan carbone
- D'accepter les miettes de l'ESS
- D'accepter l'inégalité et l'iniquité

Qu'est-ce qu'on invente ?

- De vraies stratégies de communication (budget et compétences)
- Des passerelles pour toucher de nouvelles cibles
- De nouvelles pistes de communication
- Le souci de la « juste » rémunération depuis le producteur jusqu'au détaillant
- Une application pour promouvoir les structures de l'ESS sur le territoire et les faire connaître
- Une valorisation de l'impact positif de l'achat ESS sur le territoire et une prévision plus dynamique
- Une bonne compréhension des besoins
- Un juste équilibre entre service rendu, nécessité et rentabilité
- « Name and shame (nommer et blâmer) : valorisation des acteurs exemplaires et dénonciation des acteurs avec de mauvaises pratiques
- Un récit de la consommation responsable comme éléments positif.
- Des ateliers « atterrissage » [cf. Bruno Latour]
- Une obligation de financement de l'ESS par les entreprises les plus rentables : type mécénat ? ou sur résultat ?
- Des obligations réglementaires avec incitations fiscales et sur image de financer les acteurs de l'ESS
- Une note plus forte pour les candidats de l'ESS
- Un classement des appels d'offres publics ESS

Nos prochaines étapes

- **Développer des stratégies de communication avec un budget et des compétences pour élargir le public et attirer de nouveaux consommateurs mettant en lumière nos valeurs et la qualité de nos services**
- **Connaître les besoins réels de tous les acteurs (fournisseurs, producteurs, clients, citoyens), notamment en organisant des échanges croisés**
- **Proposer des solutions adéquates et valoriser leur mise en œuvre (outils, formations, compétences)**
- **Penser un modèle socio-économique en prenant en compte les richesses humaines (salariés, bénévoles), porter une réflexion globale**
- **Faire appel au DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) pour porter une réflexion sur son modèle économique**
- **Mesurer et communiquer sur les intentions / achats engagés effectifs (rapports d'activité)**
- **Définir et rédiger un cahier des charges engagé (clauses territoriales, sociales, environnementales) avec production d'un indicateur de suivi des achats et présentation/publication aux parties prenantes**
- **Faire plus d'appels à projets avec du portage collectif/commun**

Idee principale : revaloriser les acteurs et la place de l'ESS en incitant à recourir à des appels à projets et des marchés publics réservés à l'ESS (obligation d'un % de marchés publics pour l'ESS).

Qu'est-ce qu'on continue à faire, voire qu'on accélère?

- Rassembler autour d'une raison d'être et d'un sens partagé
- Mobiliser l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise, partager la stratégie de façon transparente
- Mobiliser la Direction pour inscrire la démarche de transition dans un plan stratégique, avoir des moyens
- Cultiver une culture de la gouvernance partagée
- Désigner en interne, un pilote de la démarche d'engagement/ de transformation (ou groupe de travail dédié)
- Dédier du temps en interne pour formaliser la démarche, prendre du recul
- Conduire des ateliers de sensibilisation (Fresques, 2 tonnes...), mettre en place de plans de formation dédiés
- Structurer des démarches de diagnostic, de mesure d'impact, de bilan carbone, à renouveler fréquemment pour suivre les avancées
- Intégrer des enjeux de transformation sociale et écologique dans toute la chaîne de valeur de l'entreprise
- Célébrer collectivement les réussites et les réalisations
- Appuyer techniquement de l'écosystème d'accompagnement Les réseaux de financement (France Active, ADIE, Initiative...)
- Utiliser des espaces d'échanges et d'inspiration entre pairs (visites, immersions, rencontres)
- Mettre en avant le révélateur d'engagement de France Active et l'autodiagnostic Impact Score
- Intégrer la démarche d'engagement/ de transformation dans la stratégie de l'entreprise
- Cultiver la culture d'une grande transparence auprès des parties prenantes sur ce qu'on fait bien ou moins bien, la co-construction avec les salariés

Qu'est-ce qu'on arrête de faire ?

Qu'est-ce qu'on invente ?

- La monétarisation de l'utilité sociale (ex : modulation des charges sociales pour les entreprises les plus exemplaires)
- La prise en compte des critères extra-financiers dans la comptabilité : recalculer la « valeur » d'une entreprise en prenant en compte les valeurs humaines, de contributions sociétales, d'impacts en matière de transition écologique

Nos prochaines étapes

- **Rendre l'ESS plus visible dans les événements économiques à grande portée : « prendre notre espace », « nous mélanger »**
- **Aller plus loin sur la conditionnalité des aides publiques**